

Municipales contestées en Albanie : « les élections imaginaires » d'Edi Rama

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Tirana | jeudi 27 juin 2019

Le gouvernement est toujours décidé à maintenir les élections locales de dimanche, malgré le boycott de l'opposition et l'annulation du scrutin par le Président de la République. Alors que des dizaines de militants d'opposition ont été arrêtés ces derniers jours, le Conseil de l'Europe a annulé sa mission d'observation.

Par Katerina Sula



© Facebook / Edi Rama

Va-t-on assister au retour du parti unique en Albanie ? Malgré le boycott des élections municipales de dimanche par l'opposition et un décret présidentiel appelant à leur report, le Premier ministre socialiste Edi Rama continue sa campagne en solo et accuse ses adversaires de « nuire aux intérêts nationaux » alors que Tirana espère obtenir l'ouverture de ses négociations d'adhésion à l'UE. Face au PS, seuls se présentent quelques rares candidats, issus pour la plupart de nouveaux petits partis.

Mardi, le Président de la République, Ilir Meta, a rappelé que c'est au chef de l'État que revenait le droit exclusif de fixer la date d'un scrutin, pas au Parlement ni à la Commission centrale électorale (CCE). De fait, lors de sa conférence de presse, il a répété que [son décret, pris le 8 juin dernier](#) pour annuler les élections municipales du 30 juin, était toujours en vigueur et que, légalement, aucun scrutin ne pourrait avoir lieu dimanche en Albanie. Très remonté, Ilir Meta a ensuite qualifié ces municipales « d'élections imaginaires ».

Il n'y aura pas d'élection sans l'opposition. Elles ne seront pas autorisées, elles ne seront pas acceptées, elles ne seront pas reconnues. (Lulzim Basha)

Les deux principales figures du Parti socialiste au pouvoir, le Premier ministre Edi Rama et le maire de Tirana Erion Veliaj, n'ont pas manqué de souligner que la décision de la CCE de maintenir le scrutin du 30 juin était un sérieux revers pour le chef de l'État. Le PS poursuit donc sa campagne, même dans les 31 municipalités où il n'y a pas d'autres candidats. « Il n'y aura pas d'élection sans l'opposition », veut aussi croire de son côté Lulzim Basha, le chef du Parti démocratique. « Elles ne seront pas autorisées, elles ne seront pas acceptées, elles ne seront pas reconnues. »

Vendredi dernier, [l'opposition a tenu sa neuvième grande manifestation](#) pour réclamer le départ d'Edi Rama. L'ampleur de la mobilisation a montré que de nombreux Albanais étaient opposés à la politique du coup de force du Premier ministre. Ce grand rassemblement est resté calme, une ambiance bon enfant qui contrastait avec les débordements précédents.

« Ce ne sont pas des motifs politiques qui sont à l'origine de la crise. La vraie cause, ce sont les liens entre le crime organisé et le gouvernement », a martelé Lulzim Basha. « Avec ces gens, il n'y a pas d'accord politique possible car elles devraient être devant la justice. » Il a appelé les électeurs à boycotter les municipales et à continuer à se battre contre la corruption. « Votre pouvoir est énorme, si vous êtes tous unis, vous pouvez y arriver. Toute l'opposition et moi-même, nous sommes à vos côtés dans cette bataille pour l'avenir du pays. »

Dans le même temps, la tension ne cesse de monter en Albanie, au fur et à mesure que l'échéance du 30 juin se rapproche. Des dizaines de responsables locaux de l'opposition ont été arrêtés aux quatre coins du pays alors qu'ils tentaient d'empêcher la mise en place des bureaux de vote. Pour l'opposition, il s'agit d'« arrestation politiques » qui visent à intimider ses partisans. Les images de l'interpellation, à Shkodër, de l'ancien secrétaire d'État à la Santé, Bardh Spahia, ont fait le tour des télévisions. Cette figure de l'opposition a été relâchée au bout de 48h de garde à vue mais assignée à domicile.

Edi Rama voit des complots partout

Depuis plusieurs semaines, le quotidien allemand *Bild* [publie des écoutes téléphoniques](#) qui laissent planer le doute sur des achats de votes lors de plusieurs élections. Edi Rama a reconnu que ces conversations avaient bien eu lieu, mais il assure que les propos mis en avant par *Bild* sont sortis de leur contexte et que « les choses ne sont pas ce qu'elles semblent être ».

Le Premier ministre est allé plus loin encore, clamant qu'il existerait un complot entre certains procureurs, des élus de l'opposition et *Bild*. Une ligne de défense adoptée par l'ensemble de la majorité socialiste, à commencer par les ministres, députés et hauts fonctionnaires mis en cause. Mardi, Edi Rama a twitté qu'il allait bien attaquer en justice *Bild* et le journaliste Peter Tiede à l'origine de la publication de ces écoutes, en s'appuyant sur les conseils du célèbre avocat allemand Matthias Prinz.

Dans ce contexte explosif, le Conseil de l'Europe a préféré annuler sa mission de surveillance des élections « en raison des incertitudes persistantes quant à l'organisation des élections locales en Albanie le 30 juin et des risques possibles pour la sécurité dans certaines zones de déploiement ». Par contre, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) maintient pour l'instant la sienne.

Voilà qui semble n'avoir aucune prise sur Edi Rama. Droit dans ses bottes, le Premier ministre socialiste ne change pas d'un iota son discours : les élections municipales auront bien lieu dimanche comme prévu. Il accuse même l'opposition de nuire aux intérêts nationaux au moment où l'Albanie espère obtenir une date d'ouverture de ses négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Bruxelles a récemment [préféré reporter à l'automne](#) sa décision.